

## BLOCAGE SOVIÉTIQUE ENVERS LES PROPOSITIONS DE ROUMANIE CONCERNANT L'ÉLARGISSEMENT DES COLLABORATIONS DANS LES BALKANS, LES ANNÉES 70 DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

VASILE BUGA

(Institut National pour l'Étude du Totalitarisme, Bucarest)

We present the initiative put forward by the leaders of Romania at the beginning of the 70s of the 20<sup>th</sup> century, aiming at the development of diverse collaboration between the Balkan states. This area was considered, traditionally, as a region of strategic interest already by the former Tsarist Empire and, subsequently, by the USSR. So the Moscow rulers had at least reluctantly received these proposals, perceived as attempts by N. Ceaușescu to create a political organization in the region opposed to the interests of other countries. The author undertakes an analysis of the Soviet reaction, supported by the Bulgarian leaders in the attempt to discourage the efforts of the PCR with its government in the direction of the change of the Balkans in an area of collaboration and understanding between peoples of the region.

**Keywords:** Balkans, Brezhnev, Ceaușescu, Jivkov, collaboration, political relationship, Crimea.

La création dans la région des Balkans d'une espace de collaboration et de stabilité s'était constituée comme une des priorités de la politique externe de Roumanie déjà dès l'époque entre les deux grandes guerres. En même temps, avec le développement des relations bilatérales, on préconisait la création d'un espace institutionnel adéquat qui pourrait permettre aux États balkaniques de développer entre eux des relations politiques, économiques, culturelles, en s'abritant en même temps contre les ingérences externes. L'impératif de l'établissement des relations de collaboration entre les États balkaniques était dicté aussi par le besoin d'arrêter le cours dangereux des événements, surtout après l'ascension au pouvoir de Hitler en Allemagne et les tendances révisionnistes en train de s'accentuer en Europe.<sup>1</sup>

A la suite des efforts conjugués de la Grèce, Yougoslavie, Roumanie et de Turquie, on a réussi, le 9 février 1934, à Athènes, la signature du Pacte de la constitution de l'Entente Balkanique, organisation défensive de sécurité régionale, concernant à la base le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, aussi que la fidélité envers les plus importants instruments de la légalité internationale, à l'époque le Pacte de la Ligue des Nations et le Pacte

<sup>1</sup> Pour une analyse plus détaillée, voir P. Bădescu, *România și colaborarea balcanică*, în *România. Supraviețuire și afirmare prin diplomație în anii războiului rece*, vol. 4, Bucarest, 2014, p. 349–373.

Briand-Kellog.<sup>2</sup> C'est dans ce contexte qu'on doit souligner le rôle important du grand diplomate roumain Nicolae Titulescu.

A la suite de la Deuxième Guerre Mondiale, on pourrait parler plutôt des évolutions (et non pas d'une évolution) qui ont compris les Etats de l'aire Balkanique, en déterminant une nouvelle configuration des ces Etats, surtout après leur entrée dans des blocs militaires différents : Turquie et Grèce – OTAN, Albanie, Bulgarie et Roumanie – Traité de Varsovie et Yougoslavie en dehors des alliances militaires. Or, la nouvelle conjoncture ne fit qu'entraver pendant plusieurs années toute initiative destinée au renforcement de la collaboration entre les Etats de la zone. C'est à peine qu'en 1957 la Roumanie, après avoir consulté l'URSS, avançait l'idée de la création des zones libres d'armes nucléaires dans les Balkans et le Nord de l'Europe. L'initiative fut suivie par un message du premier ministre roumain Chivu Stoica adressé le 16 septembre 1957 à ses homologues d'Albanie, Bulgarie, Grèce, Yougoslavie et Turquie, avec la proposition d'organiser une Conférence avec la participation des premiers ministres de ces pays qui auraient prendre une décision concernant la stimulation des relations commerciales, culturelles, des contacts interhumaines, y compris dans des problèmes concernant le renforcement de la paix dans les Balkans, la solution par des moyens paisibles de tout différend. On soulignait dans le message que l'entente des pays balkaniques n'a pas la mission de devenir un groupement opposé aux autres Etats situés en dehors de celui-ci.<sup>3</sup> Une réponse positive en est arrivée de l'Albanie, de Bulgarie et de l'Yougoslavie, tandis que les premiers ministres de Grèce et de Turquie ont décliné l'invitation.<sup>4</sup>

Ultérieurement, le 21 décembre 1957, le premier ministre roumain lançait l'initiative de la démilitarisation des Balkans : Elle fut reprise dans la Déclaration du Gouvernement roumain de 6 Juin 1959, qui contenait la proposition de conclure un Traité de compréhension et sécurité collective, en visant l'élimination de cette région des forces militaires étrangères dotées d'armes nucléaires, l'engagement des Etats balkaniques de résoudre les litiges par voie paisible, le renoncement à la force dans les relations réciproques. La proposition roumaine visait aussi l'octroi des garanties de sécurité pour les Etats balkaniques de la part des grands Etats possesseurs d'armes nucléaires. Les années '60 l'idée de la création dans les Balkans d'une zone dénucléarisée a été reprise dans le Comité des 18 Etats pour désarmement de Genève et à la Conférence du Comité pour désarmement de l'ONU aussi. C'est dans ce contexte que s'inscrit aussi la proposition de Roumanie de 21 août 1961 concernant l'inscription dans l'ordre du jour de la XV<sup>e</sup> session de l'Assemblée Générale de l'ONU d'un point à part : Action sur le plan régional en vue d'améliorer les relations de bon voisinage entre les Etats européens appartenant au systèmes social-politiques différents, finalisée à peine le 21 décembre 1965 par l'adoption en unanimité d'une Résolution dans ce sens-là.<sup>5</sup>

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 351.

<sup>3</sup> *Scînteia* de 17 septembre 1957.

<sup>4</sup> P. Bădescu, *op. cit.*, p. 355.

<sup>5</sup> N. Ecobescu (éd.), *România în sistemul Națiunilor Unite*, Bucarest, 1974, p. 272–273, 288–289.

Sur le fond de l'accalmie installée après la crise tchécoslovaque d'août 1968, la Roumanie a repris avec encore plus de persévérance ses démarches visant au renforcement de la collaboration entre les Etats balkaniques fait qui a attiré l'attention des cercles politiques et scientifique de l'Union Soviétique. Dans une note élaborée le 29 octobre 1970 par les chercheurs de l'Institut d'Économie du Système Mondial Socialiste de l'Académie des Sciences de l'URSS, intitulée "Le rôle et la place de Roumanie dans les relations réciproques des États balkaniques", les auteurs remarquaient le fait que la Roumanie était « le plus actif propagandiste de la collaboration balkanique », en soulignant, en même temps, que l'attention accrue de la Roumanie pour les problèmes balkaniques était « étroitement liée au cours de la politique externe autre que celui de l'Union Soviétique ». Or, vu le fait que, en même temps, plusieurs projets de collaboration de la zone balkanique, ceux de la Roumanie y compris, contenaient, dans l'opinion de ces chercheurs soviétiques, « quelques éléments d'opposition » vis-à-vis de l'URSS, ils considéraient opportun que l'URSS offre un appui politique au développement de la collaboration balkanique, seulement dans la création d'une zone dépourvue de l'arme atomique aux Balkans. On suggérait aussi l'appui à l'élargissement de la collaboration économique et technique-scientifique roumaine-bulgare. Cet appui offrait, à l'Union Soviétique dans l'opinion des auteurs de la note concernant ces propositions, la possibilité d'exercer « une influence indirecte » pour toute la région.<sup>6</sup> En ce qui concerne la perspective des rapports entre l'URSS et la Roumanie, on recommandait l'élaboration d'un programme complexe de collaboration politique et économique d'une stratégie de coopération et de spécialisation, en attirant l'attention que l'absence du tel programme aurait entravé l'influence de l'Union Soviétique envers la Roumanie « y compris envers sa politique dans la région balkanique ».<sup>7</sup>

Une raison de plus pour la préoccupation des dirigeants soviétiques était le renforcement de la collaboration entre la Roumanie et la Yougoslavie pendant la crise tchécoslovaque d'août 1968. Une étude plus récente y ajoute la rencontre de 30 janvier – 2 février 1969 entre N. Ceaușescu et J.B. Tito, qui pour la part soviétique générait la peur d'un commencement des liaisons plus étroites entre les deux pays. C'était donc une menace pour la position de l'URSS aux Balkans.<sup>8</sup> On y ajoutait, dans le même sens, le rapprochement Roumanie-Albanie dont les nouvelles relations pouvaient devenir trilatérales vue l'alliance entre l'Albanie et la Chine communiste.<sup>9</sup> Par la suite, les dirigeants soviétiques ont décidé, pour affaiblir l'influence de Roumanie et de Yougoslavie dans les problèmes balkaniques, d'utiliser Bulgarie pour la collaboration de toute sorte aux Balkans, les aspects militaires y comprises.<sup>10</sup>

<sup>6</sup> AVP RF, Fond 125, op. 58, mp. 81, d. 4, f. 108.

<sup>7</sup> *Ibidem*, f. 109.

<sup>8</sup> Ar. A. Ulunian, *Posleprajski 1969-i. Sovetskie diplomatia i razvedka v poiskah soiuznikov i protivnikov na Balkanah i v Evropeiskom Sredizemnomorie*, Moscou, 2016, p. 170.

<sup>9</sup> *Ibidem*, p. 39.

<sup>10</sup> Ar. A. Ulunian, *Balkanski "scit sotzializma". Oboronnaia politika Albanii, Bolgarii, Rumânii i Iugoslavii (seredina (à-h gg- 1980 g)*, Moscou, 2013, p. 411.

D'ailleurs, après la crise tchécoslovaque de 1968, ces controverses allaient continuer en formes plus ou moins semblables presque chaque année dans plusieurs reprises. On va les présenter brièvement.

1. À l'occasion de la Conférence du Comité Politique Consultatif du Traité de Varsovie, Moscou, le 20 août 1970. N. Ceaușescu a repris sa proposition pour l'établissement des zones de bon voisinage dans les Balkans, Europe Centrale et d'autres parts du continent. L'inquiétude du Moscou en devenait manifeste. Par la suite la diplomatie bulgare était poussée dans la direction « roumaine ». On devait surveiller les relations de Roumanie avec RSFY et avec la Chine.<sup>11</sup>

2. La rencontre de septembre 1970 entre N. Ceaușescu et T. Jivkov, ce que le leader roumain considérait comme relations positives dans les Balkans<sup>12</sup>, était entendu par Jivkov comme contradictoire et compliquée.

3. Après une tournée (1–24 juin 1971) de N. Ceaușescu en Chine, Corée de Nord, R.D. Vietnam et Mongolie, on avait convoqué, le 2 août 1971, en Crimée, une rencontre des dirigeants des pays socialistes, où la Roumanie n'était pas invitée. On a discuté, parmi autres, les divergences avec N. Ceaușescu.<sup>13</sup> À ajouter que la place importante occupée par les discussions concernant la Roumanie en visant même un changement au niveau de la direction du PCR. On allait commencer au moins par établir des liaisons avec ceux qui n'étaient pas d'accord avec la politique de N. Ceaușescu et de réaliser une plus étroite liaison de Roumanie au Traité de Varsovie. Bien que rien n'était précisément établi, toute circonstance pouvait devenir un appui pour remplacer le président en fonction.

4. Une nouvelle rencontre roumaine-bulgare au plus haut niveau avait lieu le 7 décembre 1971. N. Ceaușescu a conseillé aux nouvelles relations concrètes de collaboration aux Balkans, la constitution d'une Commission de collaboration économique interbalkanique y comprise ; il envisageait aussi en perspective une rencontre des premiers ministres ou des chefs d'États de Balkans.<sup>14</sup> Sans rejeter l'idée, T. Jivkov a averti que ces actions ne deviennent des manifestations anti-bulgares, en rappelant dans cette direction de telles réunions organisées dernièrement par Yougoslavie.<sup>15</sup>

5. Une année plus tard, une nouvelle proposition de Roumanie visa le renforcement de la collaboration entre les pays balkaniques générant des réserves sérieuses à Moscou, qui y voyait l'intention de la création d'une alliance balkanique. À la réunion multilatérale des dirigeants des partis communistes du

<sup>11</sup> *Ibidem*, p. 418.

<sup>12</sup> Archives Nationales de Roumanie (plus bas ANR), Fond du Comité Central du P.C.R. (plus bas C.C. du P.C.R.) - Section des Relations Étrangères, dossier no. 56/1970, p. 77.

<sup>13</sup> Paralell History Project on NATO and the Warshaw Pact, Brejnievs's Crimeea Meeting in the 1970's, édité par J. Baev, août 2003, disponible en ligne à [http://budgie3.ethz.ch/php/documents/collection\\_/texts/intro\\_baev.htm](http://budgie3.ethz.ch/php/documents/collection_/texts/intro_baev.htm), consulté le 1<sup>er</sup> août 2019 ; A. A. Ulunian, *Balkanski "scit sotzializma" ...*, p. 457.

<sup>14</sup> ANR, Fond du C.C. du P.C.R. - Section des Relations Étrangères, dossier no. 190/1971, p. 7.

<sup>15</sup> *Ibidem*.

Traité de Varsovie (à laquelle participait aussi le leader mongole J. Tzédénbal), déroulée le 31 juillet 1972 à Yalta, on a examiné une série d'aspects de situation internationale, parmi lesquelles la problématique européenne. Dans son exposé prononcé avec cette occasion, N. Ceaușescu a dit que, à son avis, les pays socialistes des Balkans doivent actionner en divers domaines entre les pays de la zone, en comptant que les conditions étaient favorables dans ce but.<sup>16</sup> Seul T. Jivkov s'est prononcé en soulignant que « le problème relevé par l'homologue roumain n'est pas seulement celui des pays socialistes des Balkans, mais de tous les pays ». En suivant son opinion, une analyse, même sommaire, mais partie des positions de classe de la situation des Balkans, aurait montré qu'il n'existait pas des conditions pour telle rencontre. Plus concret, il s'est reporté à la « campagne hostile » portée par l'Albanie contre l'Union Soviétique et Bulgarie, en concluant : « La Bulgarie ne peut pas participer à une rencontre général-balkanique qui aurait s'allié contre l'URSS ou d'autre pays socialistes ».<sup>17</sup> Dans ce contexte, T. Jivkov attirait l'attention sur le fait que « les dernières années du côté des Etats Unis et d'autres pays (sans les nommer) on avait entrepris des mesures massives d'influencer les pays balkaniques ».<sup>18</sup>

En analysant l'exposé du leader bulgare, on peut constater que la partie concernant les Balkans était déjà élaborée avant le dialogue, la proposition roumaine lui offrant l'occasion de prononcer sa position.

6. La nouvelle rencontre à haut niveau N. Ceaușescu – T. Jivkov de 9–10 août 1972 a contribué de mieux classer les réserves de Bulgarie et de l'URSS envers les initiatives roumaines. Cette fois-ci, le président bulgare a précisé que la partie bulgare s'oppose à toute initiative dans les Balkans qui aurait offert la possibilité d'exprimer des critiques à l'adresse de Bulgarie et de l'URSS, se trouvant à la frontière avec les Balkans. Il a précisé que l'Union Soviétique n'aurait pas resté indifférente envers telle action.<sup>19</sup> Affirmation qui a déterminé le président roumain d'exprimer son étonnement envers telle manière d'aborder les questions, en précisant que personne ne pouvait penser la moindre éventualité de quelque affront d'une conférence balkanique contre l'URSS.<sup>20</sup> A souligner qu'une réunion des Etats balkanique avait comme but la discussion sur un programme d'activités économiques, scientifiques, culturelles, sportives etc.<sup>21</sup>

7. En saisissant les réserves manifestées envers ses idées et propositions concernant le renforcement de la collaboration des Etats balkaniques, N. Ceaușescu a senti le besoin – autre voie n'avait pas à choisir – d'expliquer plus largement à Brejnev l'essentiel de ses propositions, en usant dans ce but la rencontre bilatérale de 1<sup>er</sup> août 1973, en Crimée. Le président roumain a précisé que son pays avait en

<sup>16</sup> *Ibidem*, dossier no. 80/1972, p. 82.

<sup>17</sup> *Ibidem*, p. 97.

<sup>18</sup> *Ibidem*, p. 98.

<sup>19</sup> *Ibidem*, dossier no. 87/1972, p. 30.

<sup>20</sup> *Ibidem*, p. 31.

<sup>21</sup> *Ibidem*, p. 32.

vue le développement des relations entre les Etats balkaniques, auquel d'autres Etats pouvaient être invités, premièrement l'Union Soviétique, mais aussi les Etats Unis, vu que les américains avaient des troupes et bases militaires en Grèce et en Turquie.

En reconnaissant que la part soviétique avait eu « en général une position négative envers la perspective de la création d'une société balkanique »<sup>22</sup>, Léonid Brejnev s'est montré enclin à comprendre plus précisément l'idée suivie par la Roumanie, la conception se trouvant à sa base, en exprimant son étonnement pour l'intention d'attirer les Etats Unis dans cette collaboration. Dans sa réplique, N. Ceaușescu précisait que, dans la situation de la discussion concernant les troupes et les bases militaires de la région, il était logique de consulter les Etats Unis, au moins pour la Grèce et la Turquie<sup>23</sup>, en ajoutant que la Roumanie et l'URSS étaient intéressés d'empêcher l'emplacement des armes atomiques sur les territoires de ces pays.

Par la suite, après ce dialogue entre N. Ceaușescu et L. Brejnev plus haut brièvement illustré de 1<sup>er</sup> août 1973, la proposition roumaine concernant l'élargissement de la collaboration aux Balkans n'est plus revenue pour quelque temps dans les rencontres entre les deux pays.

8. C'était à peine après trois années quand les relations roumaines-soviétiques se trouvaient sur le chemin d'une normalisation que le pouvoir soviétique déclarait son opposition catégorique envers la proposition roumaine concernant l'intensification de la collaboration des Etats balkaniques. Cette fois-ci, l'initiative de la discussion sur ce problème revenait à la part soviétique. À l'occasion de la rencontre en Crimée le 3 août 1976 avec N. Ceaușescu, L. Brejnev déclarait sans ménagement que le « problème d'une alliance balkanique n'a aucune base solide ». <sup>24</sup> Plus que ça, telle union n'était pas justifiée, les Etats de la région appartenant à deux différentes alliances militaires. <sup>25</sup> Pour en conclure, la réponse de N. Ceaușescu a été formulée à la fin : « personne ne veut concevoir le problème d'une union balkanique ; cela serait complètement non réaliste ». <sup>26</sup>

9. Une année plus tard, à l'occasion d'une nouvelle rencontre N. Ceaușescu-T. Jivkov, Sofia, 5–8 septembre 1977 on reprenait les discussions sur la situation des Balkans. Plus ou moins, les positions exprimées étaient, d'un côté et de l'autre, semblables aux affirmations de Crimée de 1976. <sup>27</sup>

10. La même méfiance soviétique-roumaine continuait à se manifester les années suivantes, comme au rendez-vous de 14 août 1978 entre L. Brejnev et T. Jivkov, qui, parmi autre, avaient parlé à propos du « thème roumain » discuté le

<sup>22</sup> *Ibidem*, dossier no. 141/1973, p. 33.

<sup>23</sup> *Ibidem*, p. 35.

<sup>24</sup> *Ibidem*, dossier no. 108/1976, p. 34.

<sup>25</sup> *Ibidem*.

<sup>26</sup> *Ibidem*.

<sup>27</sup> *Ibidem*, dossier no. 154/1977, p. 14, 15, 21.

7 août par L. Brejnev et N. Ceaușescu. À la fin, L. Brejnev demandait à T. Jivkov de parler de nouveau avec N. Ceaușescu.<sup>28</sup>

11. De retour à Sofia, T. Jivkov citait dans la Séance du Bureau Politique de PCB de 16 août 1978 les paroles de L. Brejnev à propos de N. Ceaușescu, qui disait-il, avait un comportement de plus en plus mauvais.<sup>29</sup> Par la suite, il avait demandé à T. Jivkov de reprendre son dialogue avec N. Ceaușescu.<sup>30</sup> Cette demande était encore plus pressante dans la perspective immédiate de la visite en Roumanie du président du C.C. du P.C. Chinois, Hua Guofeng, programmée pour 16–21 août 1978.<sup>31</sup> L. Brejnev a apprécié les efforts bulgares dans la direction du découragement de tels plans, en soulignant la nécessité de contrecarrer toute idée visant la création d'un groupement séparé des États balkaniques avec des propres « intérêts différents ». <sup>32</sup> La situation politique du moment vue du point de vue soviétique et bulgare avait été exprimée par T. Jivkov et consignée dans le Protocole de la séance plus haut mentionnée : les autorités bulgares devaient intensifier la publication des matériaux dévoilant le cours chauvin, antisoviétique et anticomuniste et des actions hostiles de la Chine, sans parler dans les publications bulgares de Roumanie et Yougoslavie<sup>33</sup> où allait se poursuivre la visite officielle du président chinois. T. Jivkov a souligné aussi le fait que la ligne que la Bulgarie était en train de promouvoir aux Balkans « était en accord avec celle des pays socialistes, premièrement avec la celle de l'URSS dans la région », en attirant l'attention sur la situation « extrêmement compliquée de la région, où se manifestaient très actif les américains, OTAN et notamment les chinois », dont les actions étaient dirigées contre l'URSS et la Bulgarie.<sup>34</sup> T. Jivkov a considéré important d'assurer que la Bulgarie « ne va pas admettre la création aux Balkans d'une alliance régionale dirigée contre l'Union Soviétique et Bulgarie ».<sup>35</sup>

12. En octobre 1978, A.A. Gromyko avec une délégation soviétique de PCUS avaient à Bucarest des discussions avec la délégation de PCR sous la direction de Paul Niculescu-Mizil. Premièrement A. A. Gromyko a exprimé le désaccord de l'URSS envers la proposition roumaine de faire créer un « groupement isolé d'États des Balkans ». <sup>36</sup> En répondant, le chef de la délégation du P.C.R. a déclaré l'étonnement envers le point de vue soviétique face à l'attention accordée par Roumanie à la collaboration entre les pays balkaniques au but de transformer les Balkans dans une zone de paix et bon voisinage etc. (v. plus haut).

<sup>28</sup> Ar. A. Ulunian, *Balkanskii scit...*, p. 747.

<sup>29</sup> Archive Centrale de l'État (CDA), fond 1, op. 66, dossier 1373, p. 11.

<sup>30</sup> *Ibidem*, p. 13.

<sup>31</sup> *Ibidem*.

<sup>32</sup> *Ibidem*.

<sup>33</sup> *Ibidem*, p. 20.

<sup>34</sup> *Ibidem*, p. 21.

<sup>35</sup> *Ibidem*, p. 22.

<sup>36</sup> ANR, Fond du C.C. du P.C.R. – Section des Relations Étrangères, dossier no. 180/1978, p. 15.

Le ministre soviétique des Affaires Extérieures a précisé vers la fin du dialogue que l'US n'avait pas d'objections à faire contre la collaboration des Etats balkaniques dans domaines divers d'intérêt commun. « Ce qui nous inquiète et pas seulement nous est que, sous le drapeau d'une collaboration ou de l'autre, ne soient effectivement d'autres plans ».<sup>37</sup>

13. À l'occasion de la réception, octobre 1978, de la délégation du PCUS, N. Ceaușescu a expliqué que, par sa proposition, la Roumanie ne pensait pas à quelque bloc aux Balkans, mais au renforcement de la collaboration économique, scientifique, culturelle et dans d'autres domaines entre les pays balkaniques, pour « ouvrir la voie d'éloigner les bases OTAN des Balkans ».<sup>38</sup>

En suivant notre opinion, les explications claires offertes par les deux côtés en octobre 1978 ont eu le rôle d'éliminer de l'agenda la dispute sur un problème autour duquel la partie soviétique avait forgé presque sept années toute sorte de scénarios sans une base réelle. La situation pour une fois éclaircie, les contacts roumains-soviétiques, la problématique balkanique a continué d'être abordée dans les discussions roumaines-bulgares, mais cette fois-ci sans des accents polémiques.

Les documents montrent le fait que cette question n'est plus revenue dans les discussions roumaines-soviétiques dans les années suivantes. Les réserves manifestées par les dirigeants soviétiques envers l'initiative de Roumanie, soupçonnée d'avoir essayé de créer un Pacte balkanique dirigé contre l'URSS, étaient complètement injustifiables, en démontrant l'état de méfiance envers le président du P.C.R et de Roumanie de l'époque. Or, cette situation n'a fait que décourager une action notable et avec une perspective suivant un développement régional, en utilisant la collaboration entre les Etats balkaniques pour plusieurs domaines : transports, énergie, protection du milieu ambiant etc. C'est à peine dans nos jours, dans un contexte international complètement changé, qu'on commence à réaliser sur le plan régional quelques morceaux de tels besoins.

<sup>37</sup> *Ibidem.*

<sup>38</sup> *Ibidem*, p. 84.